



Djibouti

Rapport national de suivi sur la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo (2011-2013) - Rapport intermédiaire

Nom du point focal: Ahmed Mohamed Madar
Organisation: Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
Titre / Position:
Adresse e-mail: ammadar65@yahoo.fr
Téléphone:
Fax:

Période couverte par le rapport: 2011-2013
Rapport d'évaluation: Rapport intermédiaire
Dernière mise à jour le: 17 November 2012
Date d'impression: 19 November 2012
Reporting langue: Français

An HFA Monitor update published by PreventionWeb
<http://www.preventionweb.net/english/countries/africa/dji/>

Section 2: Objectifs stratégiques

Objectif stratégique Domaine 1

Domaine 1: Intégrer la réduction des risques de catastrophe dans les politiques et plans relatifs au développement durable

Déclaration d'objectif stratégique:

La GRC/RRC constitue un axe transversal dans les planifications de développement régionales, locales et communales. La réduction des risques et des catastrophes fait partie intégrante de l'Initiative Nationale pour le Développement Sociale en accord avec la politique nationale de gestion des risques validé en 2006.

Objectif stratégique Domaine 2

Domaine 2: Développer et renforcer les institutions, mécanismes et capacités pour accroître la résilience face aux aléas

Déclaration d'objectif stratégique:

La plateforme nationale multisectorielle de prévention et de réduction des risques de catastrophes est fonctionnelle.
Le Plan de contingence est validé et fonctionnel
Le Programme national de Renforcement des Capacités Nationales en GRC est financé et est mis en œuvre;
La dimension RRC est intégrée dans les plans locaux de développement et des instruments de planification du développement.

Objectif stratégique Domaine 3

Domaine 3: Envisager systématiquement la réduction des risques dans l'exécution des programmes de préparation aux urgences, de réponse et de relèvement

Déclaration d'objectif stratégique:

Des normes de constructions avec un nouveau schéma directeur de la ville de Djibouti ont été adoptées pour l'habitat. Des exercices pratiques de simulation des réponses aux catastrophes sont organisés régulièrement.
De concert avec le PNUD, l'université de Djibouti, le Centre des Etudes et des Recherches de Djibouti, les résultats des études sur les paramètres de vulnérabilités, les facteurs de risques et les données statistiques ont été cartographiés et exploités dans la réalisation des activités de GRC/RRC.

Le Plan ORSEC national sera réactualisé pour mieux coordonner les secours et assurer la sauvegarde des biens et des personnes.

Organiser des exercices de simulation des plans d'urgence mis en place

Mettre en place un plan de communication pour une meilleure sensibilisation et une culture de RRC au niveau des décideurs et de la société civile.

Section 3: Priorité d'action 1

Veiller à ce que la réduction des risques de catastrophe soit une priorité nationale et locale et à ce qu'il existe, pour mener à bien les activités correspondantes, un cadre institutionnel solide.

Priorité d'action 1: Indicateur 1

Une politique nationale et un cadre d'action légale de réduction du risque existent avec des responsabilités décentralisées et des capacités à différents niveaux.

Niveau de progrès atteint: 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les risques de catastrophe sont-ils pris en compte dans les décisions de planification et d'investissement public? Oui

Plan national de développement	Oui
Stratégies sectorielles et plans	Oui
Stratégies et politiques en matière de changement climatique	Oui
Etudes de la stratégie de réduction de la pauvreté	Oui
Bilan commun des pays/Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (BCP/PNUAD)	Oui
Politique de défense civile, stratégie et planification des interventions d'urgence	Oui

Des dispositions législatives et/ou réglementaires ont-elles été prises pour la gestion des risques de catastrophe? Oui

Description:

Le cadre légal et le mécanisme institutionnel ont été mis en place. La politique nationale de GRC fixe les responsabilités en matière de GRC mais le plan d'action est en cours d'élaboration.

Suivant les aléas, des plans spécifiques ne sont disponibles au niveau des secteurs, Le plan ORSEC est en cours d'élaboration,

Contexte & Contraintes:

La législation sur la GRC notamment le comité technique intersectoriel est opérationnel comme une structure officielle.

Les plans sectoriels sont à annexer dans le plan national pour harmoniser la coordination.

La coordination des structures décentralisées sont à améliorer.

L'absence de fonctionnement du mécanisme financier handicape la capacité opérationnelle des structures de GRC.

La Stratégie nationale de gestion des risques et des catastrophes est à évaluer et à mettre à jour pour se focaliser mieux sur les mesures de réduction des risques.

Priorité d'action 1: Indicateur 2

Des ressources adéquates sont allouées pour instaurer des politiques et des plans de réduction du risque à tous les niveaux administratifs

Niveau de progrès atteint: 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Quelle est la part des budgets affectée, d'une part, à la réduction des risques et, d'autre part, aux interventions et aux opérations de reconstruction?

	Réduction / prévention des risques (%)	Interventions et opérations de reconstruction (%)
Budget national		

Budget décentralisé / infranational

Montant alloué (en dollars US) pour les investissements en matière de sécurité contre les menaces de catastrophes (transport, agriculture, infrastructures)

Description:

Les activités de réduction de risques et de catastrophes dépendent essentiellement des appuis extérieurs, compte tenu de la faible capacité financière nationale. Absence de plan d'action aussi.

Contexte & Contraintes:

Des montants budgétaires sont alloués pour le renforcer l'intégration de la gestion des risques de catastrophes dans les politiques sectorielles (agriculture, infrastructures, systèmes d'alertes précoces).

Manque de coordination dans la gestion des situations d'urgence

Moyens financiers limités

Priorité d'action 1: Indicateur 3

La participation des communautés et la décentralisation sont assurées à travers la délégation d'autorité et de ressources au niveau local

Niveau de progrès atteint: 1

Progrès mineurs, avec peu de signes d'avancées en matière de plans ou politiques

Questions clés et moyens de vérification

Les autorités locales disposent-elles de responsabilités et de crédits réguliers/systematiques en matière de réduction des risques de catastrophe?
Non

Législation (Les autorités locales disposent-elles d'un mandat en matière de réduction des risques de catastrophe en application d'une législation spécifique?)

Non

Crédits budgétaires régulièrement alloués aux autorités locales en vue de la réduction du risque de catastrophe

Non

Estimation du pourcentage des budgets locaux alloué à la réduction des risques de catastrophe

0

Description:

La politique de RRC des collectivités se résume tout simplement à de simples appui ou secours aux personnes vulnérables ou victimes de sinistre.
Les structures de GRC ont été décentralisées mais dépourvues de budget de fonctionnement. Aucune définition des attributions précises aux comités de GRC régionales. Seuls les bureaux permanents de GRC au niveau des régions sont mis en place. Il n'existe pas de mécanisme financier à l'échelle nationale.

Contexte & Contraintes:

La structure nationale de GRC souffre de fonds propres.
Manque de formation et de sensibilisation sur la RRC et son importance

Priorité d'action 1: Indicateur 4

Une plateforme multi -sectorielle pour la réduction du risque fonctionne

Niveau de progrès atteint: 2

Quelques progrès, mais sans engagement systématique au niveau politique et/ou institutionnel

Questions clés et moyens de vérification

Les organisations de la société civile, les institutions nationales de planification et de financement, et les organisations clés dans les domaines économiques et du développement sont-elles représentées dans la plate-forme nationale?
Oui

Membres de la société civile (les dénombrer)	6
Institutions nationales de planification et de financement (les dénombrer)	2
Organismes sectoriels (les dénombrer)	10
Secteur privé (les dénombrer)	2
Institutions scientifiques et universitaires (les dénombrer)	2
Organisations de femmes participant aux plateformes nationales (les dénombrer)	3
Autres (veuillez préciser)	3

De quelle autorité la coordination des actions de réduction des risques de catastrophe relève-t-elle?

Cabinet du premier ministre/président	Non
Unité de planification et/ou de coordination centralisée	Non
Département de la protection civile	Non
Ministère de la planification environnementale	Non
Ministère des finances	Non
Autres (veuillez préciser)	Ministère de l'Intérieur , Secretariat Executif de Gestion des Risques et des Catastrophes

Description:

Problème de vulgarisation de la plateforme et insuffisance de l'implication des acteurs dans le fonctionnement de la plateforme

En ce moment, il n'existe que des études assez disparates et non mises à jour pour les risques.

Actuellement, l'Etat, par l'intermédiaire de la CERD, du service de la Météorologie, travaille avec l'appui du GFDRR pour l'élaboration de l'Atlas des risques limité uniquement à la ville de Djibouti. Les membres de la plateforme pas tous au courant des activités sectorielles.

Contexte & Contraintes:

La culture de RRC n'est encore très ancrée dans l'esprit des décideurs et de la société civile même si la volonté politique est sans faille.

Il n'y a pas les réunions périodiques, ni de plan d'action et de suivi des activités. La plateforme nationale ne figure qu'à l'état légal.

Section 4: Priorité d'action 2

Mettre en évidence, évaluer et surveiller les risques de catastrophe et renforcer les systèmes d'alerte précoce

Priorité d'action 2: Indicateur 1

L'évaluation des risques au niveau national et local basée sur les données concernant les aléas naturels et l'information sur la vulnérabilité est disponible et inclut les facteurs de risque sous jacents dans les secteurs clés.

Niveau de progrès atteint: 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Des données nationales d'évaluation multirisque permettent-elles d'éclairer les décisions de planification et de développement? Non

Evaluation multirisques	Non
% d'écoles et d'hôpitaux évalués	0
Ecoles vulnérables aux catastrophes (les dénombrer)	0
Vulnérabilité désagrégée des genres et capacités d'évaluation.	Non
Standards nationaux pour l'évaluation des multi risques	Non
Évaluation des risques conservée dans une base de données centralisée (institution responsable)	Non
Format uniformisé pour l'évaluation des risques	Non
Format d'évaluation des risques personnalisé par l'utilisateur	Non
Les risques futurs/probables sont-ils évalués?	Non
Veillez énumérer les secteurs ayant déjà	-- Téléchargement en cours --

utilisé des évaluations des risques de catastrophe comme prérequis à la programmation et à la planification du développement sectoriel.

Description:

La plateforme multisectorielle existe par décret n°2006-0192/PR/MID. Néanmoins sa fonctionnalité n'est pas effective. Ce qui rend difficile de renseigner les indicateurs y relatifs.

Contexte & Contraintes:

Présentement, le SEGRC envisage de redynamiser la plateforme en y intégrant le secteur privé.

Absence d'une évaluation holistique, Rapport de surveillance de sante, rapport EFSA nutrition,

Priorité d'action 2: Indicateur 2

Des systèmes sont en place pour évaluer, archiver et disséminer les informations nécessaires sur les aléas et les vulnérabilités

Niveau de progrès atteint: 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les pertes et aléas dus aux catastrophes sont-ils systématiquement enregistrés et analysés? Non

Des bases de données des pertes dues aux catastrophes existent et sont régulièrement mises à jour.

Oui

Des rapports sont produits et utilisés pour la planification par les ministères des finances, de la planification et des différents secteurs (à partir des bases de données sur les catastrophes et des systèmes d'information)

Non

Les aléas font l'objet d'un suivi cohérent au travers des localités et des subdivisions territoriales

Non

Description:

En 2011, une étude portant sur l'évaluation des pertes, dommages et besoins post sécheresse a été faite (PDNA) par la Banque Mondiale.

Contexte & Contraintes:

Aucun progrès constaté dans la mise en œuvre du projet CARAD financé par la Banque Mondiale pour le suivi et l'analyse des pertes dues aux catastrophes.

Absence de continuité dans le travail de DESINVENTAR. Des bases de données des pertes dues aux catastrophes existent mais ne sont pas régulièrement mises à jour.

Il ya possibilité que le SEGRC assure la gestion et le suivi de ces efforts notamment la dissémination et le plaidoyer pour sa définition, son utilisation et son institutionnalisation. Le rapport PDNA pas encore officiellement validé et appliqué.

Priorité d'action 2: Indicateur 3

Des systèmes d'alerte précoce sont en place pour la plupart des aléas naturels et transmis aux communautés.

Niveau de progrès atteint: 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les pays sujets aux risques sont-ils alertés à temps des risques à venir? Oui

Les systèmes d'alerte précoces agissent efficacement	Oui
Préparation au niveau local	Oui
Systemes et protocoles de communication utilisés et mis en application	Non
Implication des médias dans la dissémination des systèmes d'alertes précoces	Oui

Description:

Des systèmes d'alerte précoces sectoriels existent. On peut citer le Système d'alerte de l'Agence nationale de la météo en ce qui concerne les manifestations atmosphériques et ses conséquences sur l'activité nationale.

Il y a également le système d'alerte précoce de la sécurité alimentaire, le système de

surveillance des crues d'Oued Ambouli etc.

Forte implication des médias dans la dissémination des systèmes d'alertes précoces. Des communiqués sur les informations clés sont faites à travers la presse écrite, radio et télévision.

Contexte & Contraintes:

La Préparation au niveau local est faible et souffre des moyens faibles des acteurs impliqués.

Problème de suivi et évaluation des SAP,

Manque de coordination. L'ensemble des systèmes d'alerte précoce existent à l'état embryonnaire. Il n'y a aucun effort de mise en commun des données, de suivi et de réaction face aux alertes émises

Aujourd'hui, il reste qu'à fédérer ces systèmes d'alerte pour mettre en place un système d'alerte précoce national. La plateforme multisectorielle devrait faciliter ce processus.

Priorité d'action 2: Indicateur 4

L'évaluation des risques au niveau national et local prend en compte les risques transnationaux dans le but d'établir une coopération régionale sur la réduction du risque.

Niveau de progrès atteint: 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Votre pays participe-t-il à des actions régionales ou infrarégionales de réduction des risques de catastrophe? Oui

Mise en place et maintien d'un suivi des aléas au niveau régional	Oui
Évaluation des risques au niveau régional ou infrarégional	Oui
Alerte rapide régionale ou infrarégionale	Non
Définition et mise en œuvre de protocoles pour le partage transfrontalier d'informations	Non
Définition de stratégies et de cadres d'action régionaux et infrarégionaux, et affectation de ressources à ceux-ci	Oui

Description:

Oui : Programmes et projets traitant de sujets transfrontaliers (santé animal, mouvement de populations, bassins transfrontaliers , accord de mouvement libre mouvement IGAD)

Oui: Stratégies et cadres régionaux et sous-régionaux

Oui: Plans d'action traitant de sujets transfrontaliers

Une politique sous régionale de RRC de IGAD dans le contexte de changements climatiques est mise en place. Des activités de sensibilisation des Etats membres sur l'intégration de la RRC et du changement climatique dans les politiques de développement sont fréquemment tenues.

Contexte & Contraintes:

Cependant, les capacités nationales des Etats membres sont toujours très faibles et l'initiative d'IGAD vise à renforcer les plates-formes nationales des Etats membres en particulier à travers la résilience.

Section 5: Priorité d'action 3

Utiliser les connaissances, les innovations et l'éducation pour instaurer une culture de la sécurité et de la résilience à tous les niveaux

Priorité d'action 3: Indicateur 1

Des informations relatives aux aléas sont disponibles et accessibles à tous les niveaux, pour tous les acteurs (à travers des réseaux, et le développement de systèmes d'échanges d'information)

Niveau de progrès atteint: 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Y a-t-il un système national d'information sur les catastrophes? Non

Diffusion proactive de l'information	Non
Mise en place de mécanismes d'accès/diffusion (Internet, programmes d'information radiotélévisés)	Oui
Fourniture d'information avec consignes proactives de gestion des risques de catastrophe	Oui

Description:

Il existe dans le pays de structures spécialisées capables de renseigner les populations sur les pluies à venir, les maladies animalières ou humains. Ces informations ne sont accessibles qu'au grand public. Les canaux utilisés et les supports de communication ne sont pas toujours bien adaptés. Indisponibilité de l'information à temps. Les réalisations sont extrêmement limitées.

Contexte & Contraintes:

La base existe mais restrictif. Aucune page web du système national d'information.

Priorité d'action 3: Indicateur 2

Les programmes scolaires, le matériel d'éducation ainsi que les formations incluent la réduction du risque ainsi que les concepts et pratiques de reconstruction.

Niveau de progrès atteint: 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

La réduction de risques de catastrophes est-elle incluse dans les programmes de l'éducation nationale? Non

À l'école primaire	Non
Au secondaire	Non
À l'université	Oui
Dans l'enseignement professionnel	Non

Description:

Un seul module sur la gestion des catastrophes est intégré dans l'enseignement de géographie.

La création d'un Master GRC est en cours d'examen. Le ministère de l'éducation nationale compte revitaliser le programme «écoles amis des enfants » .

Contexte & Contraintes:

Faible conscientisation des intervenants dans la GRC.

L'Unicef va entamer une série d'activités en lien avec le programme scolaire de premier degré.

Priorité d'action 3: Indicateur 3

Des méthodes de recherche et des instruments pour évaluer les risques multiples ainsi que des analyses de coût sont en place, et renforcés.

Niveau de progrès atteint: 4

Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Questions clés et moyens de vérification

La réduction du risque de catastrophes est-elle incluse dans le budget national pour la recherche appliquée? Oui

Recherche sur les programmes et les projets	Oui
Mise en application/utilisation de résultats de recherche, produits ou études par des institutions publiques et privées	Oui
Etudes sur les coûts et les bénéfices de la réduction de catastrophes	Non

Description:

Oui : études d'impact environnementales

La création de ligne budgétaire destinée à la recherche appliquée pourrait mettre l'accent sur la recherche en RRC ainsi que la création de la plateforme nationale de GRC.

Contexte & Contraintes:

information non disponible

Priorité d'action 3: Indicateur 4

Des campagnes d'information au niveau national existent pour créer une culture de prévention avec une diffusion dans les communautés urbaines et rurales

Niveau de progrès atteint: 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les campagnes d'éducation du public sur la réduction des risques de catastrophe destinées aux collectivités et autorités locales exposées incluent-elles les risques de catastrophe? Oui

Campagnes d'éducation du public pour mieux sensibiliser aux risques	Oui
Formation du gouvernement local	Oui
Gestion des catastrophes (préparation et intervention d'urgence)	Oui
Gestion préventive des risques (risques et vulnérabilités)	Oui
Consignes de réduction des risques	Non
Accessibilité de l'information sur la réduction du risque de catastrophes au niveau des communautés	Non

Description:

Des campagnes d'éducatons publiques sont organisées constamment.

Non : Accessibilité de l'information sur la réduction du risque de catastrophes au niveau des communautés

La mise en place des réseaux à permis de sensibiliser certaines communautés de base notamment le réseau des journalistes en GRC et celui des femmes de l'Union Nationale des Femmes Djiboutiennes.

Contexte & Contraintes:

Efforts de la coordination

Système nationaux à créer et/ou renforcer

Les moyens financiers et matériels insuffisants

Section 6: Priorité d'action 4

Réduire les facteurs de risque sous-jacent

Priorité d'action 4: Indicateur 1

La réduction des risques de catastrophe est un objectif intégral pour les politiques et plans d'environnement incluant la planification et la gestion des ressources naturelles et l'adaptation aux changements climatiques.

Niveau de progrès atteint: 4

Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Questions clés et moyens de vérification

Existe-t-il un mécanisme pour protéger et restaurer les services régulateurs pour les écosystèmes. Oui

Législation pour la protection des espaces	Oui
Paiements pour les services des écosystèmes	Non
Planification intégrale (par exemple la gestion des zones côtières)	Oui
Evaluation des impacts environnementaux	Oui
Projets et Programmes sur le changement climatique	Oui

Description:

La politique environnementale de Djibouti vise à assurer un environnement durable et inverser la tendance actuelle à la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles. Ces objectifs sont définis dans la Lettre de politique sectorielle de l'environnement.

Contexte & Contraintes:

Dualité difficilement conciliable entre la volonté de développement et la préservation de l'environnement. Améliorer le plaidoyer.

Priorité d'action 4: Indicateur 2

Des politiques et des plans sociaux de développement sont en place pour réduire la vulnérabilité des populations à risque.

Niveau de progrès atteint: 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Existe-t-il des réseaux de protections sociales augmentant la résilience des constructions, des communautés, des quartiers? Oui

Assurances pour les cultures et les propriétés	Non
Plans de garantie de l'emploi intérimaire	Non
Transferts d'argent sous réserve ou non	Non
Microfinancement (épargne, emprunts, etc.)	Non
Micro assurances	Non

Description:

L'Initiative Nationale de Développement Sociale INDS
Projet de filets sociaux, coupons alimentaires etc..
Plan de développement Sanitaire ;
Programme National de Sécurité Alimentaire
Programme sécurité alimentaire et développement rural (SADR)

Contexte & Contraintes:

Faibles réalisations par rapport aux engagements politiques

Priorité d'action 4: Indicateur 3

Economic and productive sectorial policies and plans have been implemented to reduce the vulnerability of economic activities

Niveau de progrès atteint: 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les risques et bénéfices de la réduction du risque de catastrophe sont-ils inclus dans la planification d'investissements publics? Oui

Systèmes publics nationaux et sectoriels d'investissements incluant la réduction du risque de catastrophes

Oui

Veillez fournir des exemples spécifiques (infrastructures publiques, transports et communication, ressources économiques et facteurs de production

Investissements dans la modification des infrastructures, incluant les écoles et les hôpitaux.

Non

Description:

Les risques et bénéfices de la réduction sont inclus dans la planification d'investissements publics par exemple le contrôle effectué sur les projets de construction d'établissement recevant du public et d'établissements classés.

Contexte & Contraintes:

Non-respect des textes.

Priorité d'action 4: Indicateur 4

La planification et la gestion des établissements humains intègrent des éléments de réduction du risque, y compris l'intégration des normes de construction.

Niveau de progrès atteint: 4

Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Questions clés et moyens de vérification

Y a-t-il des investissements pour la réduction des risques pour les zones urbaines vulnérables? Oui

Investissements dans les infrastructures de drainage dans les zones inondables	Oui
Stabilisation des pentes dans les zones sujettes aux glissements de terrains	Non
Formation des maçons aux technologies de construction sûres	Non
Octroi de terres sans risque aux ménages et aux collectivités à faible revenu	Non
Intégration du risque dans la réglementation relative au zonage des terres et à l'aménagement immobilier privé	Non
Réglementation de la délivrance des titres de propriété	Non

Description:

La planification et la gestion des implantations humaines conformément aux éléments de RRC sont rarement suivies de près. Sur le terrain, les installations humaines dans les zones à risques sont encore nombreuses sans aucune restriction.

Contexte & Contraintes:

La pauvreté et le chômage que subissent les populations font qu'elles s'établissent et s'installent dans des zones à risques (dans des zones inondables...). Les autorités nationales face à cette situation n'ont pas non plus les moyens de reloger ces populations et d'offrir des moyens de subsistance leur permettant de vivre ailleurs.

Priorité d'action 4: Indicateur 5

La réduction des risques de catastrophe est intégrée dans les processus de reconstruction et de réhabilitation

Niveau de progrès atteint: 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les programmes après catastrophe intègrent-ils explicitement un budget pour la réduction des risques de catastrophe et un relèvement résilient? Oui

% des fonds pour la reconstruction alloués à la réduction du risque de catastrophes	0
Renforcement des capacités de réduction des risques de catastrophe des autorités locales pour les opérations d'intervention et de relèvement	Oui
Évaluation des risques lors de la planification des opérations de relèvement et de reconstruction avant et après catastrophe	Non
Mesures prises dans le domaine du genre humain dans la phase de rétablissement après une catastrophe	Non

Description:

Constructions des canaux pour drainage des eaux pluviales, les logements sociaux..etc.

Contexte & Contraintes:

information non disponible

Priorité d'action 4: Indicateur 6

Des procédures sont en place pour évaluer l'impact de la réduction de risque dans les principaux projets de développement notamment les infrastructures

Niveau de progrès atteint: 1

Progrès mineurs, avec peu de signes d'avancées en matière de plans ou politiques

Questions clés et moyens de vérification

Les incidences des grands projets de développement sur la réduction des risques de catastrophe font-elles l'objet d'une évaluation? Non

Les coûts/avantages de la réduction des risques de catastrophe sont-ils pris en compte dans la conception et la mise en œuvre des grands projets de développement? Oui

Impact des risques de catastrophes prenant en compte l'environnement

Oui

Par les autorités et institutions nationales et infranationales

Non

Par les acteurs internationaux du développement

Oui

Description:

information non disponible

Contexte & Contraintes:

Il y a difficulté de location des sources d'information sur ce sujet. Néanmoins beaucoup d'initiatives existent dans ce domaine.

Section 7: Priorité d'action 5

Renforcer la préparation des populations aux catastrophes afin de pouvoir intervenir plus efficacement à tous les niveaux lorsqu'elles se produisent

Priorité d'action 5: Indicateur 1

De solides politiques, des mécanismes et des capacités institutionnelles pour la gestion du risque ont été mis en place dans une perspective de réduction du risque.

Niveau de progrès atteint: 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Existe-t-il, à l'échelle nationale, des programmes ou politiques de préparation aux catastrophes, de planification d'urgence et d'intervention? Non

La réduction des risques de catastrophe est intégrée à ces programmes et politiques	Non
--	-----

Des mécanismes institutionnels sont mis en place pour la mobilisation rapide des ressources en cas de catastrophe, et font appel à la société civile et au secteur privé en sus du soutien du secteur public	Non
---	-----

Des politiques ou programmes nationaux sont-ils en place pour rendre les écoles et les établissements de santé sûrs en cas de catastrophe? Non

Politiques et programmes pour la sécurité des écoles et des hôpitaux	Non
---	-----

Exercices de simulation et formation aux urgences dans les écoles et les hôpitaux	Non
--	-----

Les risques de catastrophe futurs sont-ils anticipés au travers du développement de scénarios et de la planification de la préparation? Non

Des scénarios de risques potentiels sont développés en prenant en compte les projections de changement climatique	Non
--	-----

Les plans de préparation sont régulièrement mis à jour en fonction de scénarios de	Non
---	-----

risques futurs

Description:

information non disponible

Contexte & Contraintes:

information non disponible

Priorité d'action 5: Indicateur 2

Des plans d'urgence et de préparation aux catastrophes sont en place à tous les niveaux administratifs et des exercices de simulation ont lieu pour tester et développer les programmes de réponse aux catastrophes.

Niveau de progrès atteint: 3

Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Questions clés et moyens de vérification

Les plans de contingences, les procédures et les ressources sont-elle en place pour faire face à une catastrophe? Oui

Les plans d'intervention tiennent compte des spécificités des deux sexes	Non
Plans d'urgence/de gestion des risques pour une prestation continue de services de base	Non
Centres opérationnels et de communication	Non
Groupes de recherches et de secours	Non
Stocks de matériels de secours	Non
Abris	Non
Installations médicales sûres	Non
Prise en compte de la spécificité des personnes âgées et handicapées dans les secours, les refuges et les installations médicales d'urgence	Non

Les entreprises sont des partenaires proactifs de la planification et des opérations d'intervention.

Oui

Description:

Oui: Plans de contingence Inter-agences ONU

Oui : Plan ORSEC national

Non : Centres opérationnels et de communication

Le pays dispose d'un SEGRC qui est le centre opérationnel et de communication au niveau national, et en fonction des zones affectées, ses branches locales sont activées

Contexte & Contraintes:

NON : Prise en compte de la spécificité des personnes âgées et handicapées dans les secours, les refuges et les installations médicales d'urgence

Non : Centres opérationnels et de communication.

Priorité d'action 5: Indicateur 3

Des réserves financières et des plans d'urgence sont en place pour assurer une réponse effective et la reconstruction quand cela est nécessaire.

Niveau de progrès atteint: 2

Quelques progrès, mais sans engagement systématique au niveau politique et/ou institutionnel

Questions clés et moyens de vérification

Existe-t-il des dispositions financières pour faire face à des catastrophes majeures? Non

Fonds nationaux de prévoyance et pour les catastrophes

Non

La réduction des risques futurs est prise en compte dans l'utilisation de fonds catastrophes

Non

Dispositifs d'assurance et de réassurance

Non

Obligations-catastrophes et autres mécanismes du marché des capitaux

Non

Description:

Non: Fonds nationaux de contingences
Non : Fond national ORSEC
Non: Assurances contre les catastrophes
Non: Epargne en cas de catastrophe

Un compte spécial est créé uniquement pour améliorer la réponse aux catastrophes et urgences

Contexte & Contraintes:

Fonds souvent limité devant l'ampleur de la situation.

Priorité d'action 5: Indicateur 4

Des procédures pour l'échange d'informations durant les aléas sont en place pour effectuer des analyses post-catastrophes

Niveau de progrès atteint: 2

Quelques progrès, mais sans engagement systématique au niveau politique et/ou institutionnel

Questions clés et moyens de vérification

Existe-t-il une méthode ou des procédures pour évaluer les dommages, les pertes et les besoins en cas de catastrophe? Non

Méthodologies accessibles pour l'évaluation des dégâts et des pertes	Non
Méthodes d'évaluation des besoins après catastrophe	Non
Prise en compte de la sexospécificité dans les méthodes d'évaluation des besoins après catastrophe	Non
Ressources humaines identifiées et formées	Oui

Description:

A plusieurs occasions, Djibouti a bénéficié de l'appui de la Banque Mondiale dans le cadre de la formation des officiels de l'Etat sur la méthodologie d'évaluation des dommages et des pertes ou DALA (Damages and Losses Assessment). Aussi dans le cadre de l'approche de responsabilité sectorielle, des formations spécifiques sur des évaluations sectorielles ont été menées par les agences du SNU comme le PAM, l'UNICEF et la FAO.

Seule la Banque Mondiale a pu réaliser une évaluation des besoins de post-catastrophes après la sécheresse de 2011.

Contexte & Contraintes:

Les données sont parcellaires et sectorielles, manque de moyens financiers pour mener des études globales et exhaustives

La plateforme qui devrait servir d'outil fédérateur souffre d'efficacité dans ses activités

Section 8: Facteurs de progrès

a) Approche qui intègre une perspective multi-aléas de la réduction du risque et de développement

Niveau de confiance:

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs.

Est-ce que des rapports, études et atlas existent sur les aléas multiples dans le pays ou la sous-région?: Oui

Si oui, sont-ils mis en application dans les politiques de planification du développement?: Oui

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?):

Les efforts sont souvent éparpillés, plusieurs acteurs conduisent des études sans se concerter ni échanger les résultats de leurs études. Une institution forte est importante et devrait être supportée pour coordonner toutes ces études (passés, en cours et à venir). Par ailleurs, en vue de disposer des informations pertinentes et fiables, la production des atlas des risques des régions est en cours, avec l'appui des partenaires. L'approche multi aléas et multirisques a été adoptée et se traduit par des stratégies sectorielles de GRC/RRC dans l'optique du développement durable. Les communautés à risques sont engagées dans l'identification, l'analyse, le traitement, le suivi et l'évaluation des risques.

b) La prise en compte de la question du " genre et de la réduction du risque est adoptée et institutionnalisée

Niveau de confiance:

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs.

Des données ventilées par sexe sont-elles disponibles et utilisées dans le cadre des prises de décision concernant les actions de réduction des risques et de relèvement ? : Non

Les disparités entre les sexes sont-elles prises en compte de façon adéquate et sensée dans la conceptualisation et la mise en œuvre des politiques et des programmes?: Non

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?):

La question du « genre » se heurterait aux pratiques en cours dans des sociétés qui sont plutôt traditionnelles et pose une problématique à la mise en place d'une stratégie de réduction des risques. Les efforts devraient commencer sur une bonne analyse du contexte local qui conduirait peut être différentes stratégies plutôt locales qu'à une seule stratégie généralisée. A ce propos, le PNUD conduit une étude sur les conséquences des crises sur les femmes et les rôles qu'elles peuvent jouer dans l'atténuation des conséquences de ces crises. Ce travail permettra de mieux les impliquer et de mieux valoriser la prise en charge des conséquences des crises au niveau local par les femmes.

c) Les capacités pour la réduction du risque sont identifiées et renforcées

Niveau de confiance:

Reconnaissance significative et en cours: des efforts significatifs ont été entrepris pour répondre aux engagements avec la mise en place d'une stratégie cohérente et des acteurs identifiés et engagés.

Les agences, institutions et administrations désignées comme responsables au niveau local disposent-elles des moyens requis pour contrôler le respect de la réglementation en matière de réduction des risques?: Non

Les institutions locales, les comités de village, les collectivités, les bénévoles ou encore les associations pour le bien-être des citoyens sont-ils correctement formés pour intervenir en cas de besoin?: Non

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?):

Le concept de développement des capacités a été reconnu et admis par les intervenants. Les capacités et la volonté existent mais insuffisantes en termes financier, ressources humaines et matériels. Néanmoins, on note particulièrement parmi les réalisations les normes de construction pour les bâtiments publics.

Le principal problème se situe au niveau du respect des plans d'urbanisation et de l'aménagement du territoire.

Ainsi, les efforts devraient être orientés sur : i) la décentralisation de cette capacité en augmentant le nombre de ressources humaines nécessaires ; ii) la communication effective des règles (texte, loi etc) réduction des risques jusqu'au niveau le plus bas ; iii) et la mise en

place d'un système de dispositif de suivi d'application de ces règles au niveau local

d) Des approches de sécurité humaine et d'équité sociale sont intégrées dans la réduction du risque et les activités de reconstruction

Niveau de confiance:

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs.

Les programmes prennent-ils en compte les risques qui pèsent sur les groupes les plus vulnérables et marginalisés sur le plan socio-économique?: Oui

Des mesures de protection sociale / mécanismes de sécurité appropriés sont-ils correctement mis en œuvre afin de protéger contre les vulnérabilités socioéconomiques et politiques spécifiques?: Oui

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?):

Tout un vaste programme de protection sociale est mis en œuvre pour faire participer en priorité les groupes vulnérables aux activités de réponses et de reconstruction, à travers des projets de « filet de sécurité ».

Sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition, la stratégie appliquée repose sur un mécanisme de suivi, de surveillance et d'analyse des indicateurs dans les zones à risque puis l'aménagement de centres de récupération nutritionnelle suivant le cas

e) Des engagements et des partenariats avec des acteurs non gouvernementaux, la société civile , le secteur privé ont été encouragés à tous les niveaux

Niveau de confiance:

Reconnaissance significative et en cours: des efforts significatifs ont été entrepris pour répondre aux engagements avec la mise en place d'une stratégie cohérente et des acteurs identifiés et engagés.

Are there identified means and sources to convey local and community experience or traditional knowledge in disaster risk reduction?: Non

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?):

Le partenariat public privé reste développé dans le domaine de la GRC/RRC que ce soit au niveau de la plateforme nationale concernant les échanges d'informations, ou dans le cadre des réponses aux urgences, ou la confection des outils supports de formation et d'information

Un dynamisme certain de collaboration est observé dans les activités de réalisation des enquêtes, les campagnes de sensibilisation, de réponses, de reconstructions, de suivi-évaluation.

Des instituts spécialisés dans les études, recherches, statistiques, informations et communications apportent également leur appui. Néanmoins, pour un meilleur rendement, il faudrait plus de synergie et des échanges d'informations dans les structures décentralisées. De plus, une stratégie de mobilisation générale de tous les partenaires privés clés (télécommunication, transport, communication, bâtiment, etc) est très utile pour rendre cohérente, effective et plus efficace leur implication dans la réduction des risques

Facteurs contextuels de progrès

Niveau de confiance:

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs.

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?):

Il est très important de mettre à jour la stratégie nationale afin de renforcer les axes stratégiques en matière de RRC et en précisant davantage l'approche multi risques et multi aléas.

Il est aussi nécessaire de développer les stratégies pour considérer la RRC comme axe transversal dans tous les secteurs de développement. Il devrait se traduire par l'élaboration de différents plans de RRC au sein des ministères clés et organismes spécialisés.

Concernant les structures décentralisées, il faudrait développer la stratégie de développement des ressources humaines ainsi que la stratégie de communication (horizontale et verticale).

Les mandats de la plateforme nationale de GRC sont à préciser.

Section 9: Perspective Future

Perspective Future Domaine 1

Domaine 1: Intégrer la réduction des risques de catastrophe dans les politiques et plans relatifs au développement durable

Défis globaux:

Dans le cadre de la formulation du Document de l'INDS, la prévention des risques et la gestion des catastrophes a occupé une place importante.

Une politique tournée vers la culture du risque est en bonne voie.

Tous les plans en vigueur devront intégrer la dimension RRC dans leurs programmes

Déclarations sur les perspectives futures:

information non disponible

Perspective Future Domaine 2

Domaine 2: Développer et renforcer les institutions, mécanismes et capacités pour accroître la résilience face aux aléas

Défis globaux:

information non disponible

Déclarations sur les perspectives futures:

La plateforme nationale doit être rendue formelle. Les membres doivent élargir la coordination de leurs activités et interventions dans les domaines de la prévention, de la préparation et de mitigation.

Par ailleurs, le processus de standardisation des normes de construction et des infrastructures doit être poursuivi et mené à terme jusqu'à son application effective.

Un mécanisme financier doit être développé pour les actions de secours, de reconstruction et de réhabilitation.

Perspective Future Domaine 3

Domaine 3: Envisager systématiquement la réduction des risques dans l'exécution des programmes de préparation aux urgences, de réponse et de relèvement

Défis globaux:

La RRC est intégrée dans les programmes de développement, d'aide d'urgence, de réponse et de reconstruction.

Déclarations sur les perspectives futures:

Le défi est d'amener les intervenants et les communautés de penser et d'agir à long terme dans l'objectif permanent de réduire les risques.

Perspective Future Domaine 4

La résolution 66/199 de l'Assemblée générale des Nations unies a demandé le développement d'un cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophes. Une première esquisse devrait être présentée à l'occasion de la prochaine Plate-forme mondiale en 2013, et un projet devrait être finalisé vers la fin 2014 afin de pouvoir être discuté et adopté à la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes en 2015.

Veillez indiquer ce qui constitue selon vous l'élément le plus important à prendre en compte dans le cadre d'action post-2015 pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2025):

information non disponible

Section 10: Intervenants

Les organisations et les services ayant participé au processus de révision du cadre d'action de Hyogo

Organisation	Type	Point focal
SEGRC	Gov	AHMED MOHAMED MADAR
UNDP	UN & Intl	IDRISS HARED
UNISDR	UN & Intl	LARS BERND